

1991, tandis qu'on prévoit qu'elle se situera entre 10 % et 14 % en 1992.

Le gouvernement du pays a mis sur pied une série de mesures visant à stimuler l'économie et à favoriser l'adaptation des structures. L'adhésion du Mexique à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et la mise sur pied d'une nouvelle politique d'investissement étranger sont deux exemples du nouveau climat qui prévaut dans ce pays. Il est maintenant possible pour les investisseurs étrangers de détenir la majorité des parts dans des entreprises de la plupart des secteurs de l'économie. Grâce à des investissements directs étrangers et de portefeuilles, les réserves en devises ont augmenté de 6 milliards de dollars US en 1991, pour atteindre 16,7 milliards de dollars US.

Le gouvernement du Mexique a également fait beaucoup de progrès dans l'application de sa politique de privatisation. À la fin de 1991, plus de 900 des quelque 1 200 sociétés parapubliques qui existaient en 1981 étaient dissoutes. Toutefois, le gouvernement contrôle toujours des entreprises dans des secteurs clés d'intérêt national, notamment : le pétrole et le gaz naturel (PEMEX), l'électricité (CFE), l'industrie alimentaire (CONASUPO), et les chemins de fer (Ferro-carriles Nacionales de México). De ce fait, il demeure un acheteur important de biens et de services dans ces secteurs.

Agriculture et pêches

En 1990, les secteurs de l'agriculture et des pêches employaient 23,4 % de la main-d'œuvre mexicaine comparativement à 45 % en 1970.

Sur les 197 millions d'hectares qu'occupe le pays, environ 17 % seulement est cultivable. Quelque 23 millions d'hectares sont cultivées chaque année, offrant des récoltes de grains variés, de graines oléagineuses et de produits horticoles. En raison de conditions climatiques périodiques défavorables, le taux de croissance du secteur agricole n'a pas réussi à suivre la croissance démographique. Au cours des deux dernières décennies, le taux de croissance annuel de la population du Mexique a atteint en moyenne 2,6, tandis que celui de la production agro-alimentaire se situait à moins de 1 %. De mauvaises récoltes successives (principalement en raison des pénuries d'eau dans les régions de culture alimentées par irrigation et par les pluies,